



Covid-19 et école : sept vagues, sept erreurs



Les protocoles n'ont jamais été adaptés à la situation épidémique. Ici, des élèves de l'école primaire autorisés à ne plus porter de masque, à Labouheyre dans le Sud-Ouest de la France le 4 octobre 2021

[afp.com/Philippe LOPEZ](https://www.afp.com/Philippe-LOPEZ)

En septembre 2022, nous vivons notre troisième rentrée scolaire en temps de Covid-19. En 2020, les élèves de 6-11 ans effectuaient leur rentrée sans masque, comme s'ils échappaient naturellement aux infections respiratoires ; le masque a finalement été introduit pendant les vacances de Toussaint.

En 2021, un protocole sanitaire en 4 niveaux a été proposé, dont les 2 premiers impliquaient quotidiennement des temps sans masque en intérieur (cours d'EPS) et de brassage entre les classes pour la restauration ; le niveau 3 a été enclenché pour les écoles primaires en décembre, lorsque 1 % des élèves de primaire étaient déclarés positifs chaque semaine. En collège et lycée, les niveaux 3 et 4 n'ont jamais été appliqués, y compris lorsque 7 % des élèves étaient testés positifs chaque semaine sur la dernière quinzaine de janvier 2022 !

Pour la rentrée 2022, après sept vagues, nous appelons donc le nouveau Ministre de l'Education Nationale, Pap Ndiaye, à apprendre des échecs passés, afin d'assurer une scolarité sereine dans une école ouverte aux élèves et fermée aux virus.
Proposer une rentrée à un niveau de sécurisation élevé

La première erreur serait de débiter la rentrée à un faible niveau de sécurisation. Cette année encore, l'automne arrivera fin septembre : ne nous en étonnons plus. Il est préférable de proposer une rentrée à un niveau de sécurisation élevé, puis de lever les mesures lorsque les indicateurs - concertés et scientifiquement fondés - seront favorables.

La deuxième erreur serait de ne pas rendre obligatoire le port du masque. La simple recommandation engendre un défaut de protection, une pression sociale trop importante pour les élèves souhaitant le conserver et est source d'inégalités, avec une protection dépendante du degré d'information des familles et des vulnérabilités des élèves ou des membres de leur foyer. Seul le port obligatoire permet d'éviter l'exposition au virus et à la stigmatisation et donc de respecter les valeurs de protection, de solidarité et de fraternité de l'École de la République.



La troisième erreur serait d'invalider le port du masque par des temps quotidiens et répétés sans masque, pour les activités sportives en intérieur ou pour la restauration dans des lieux clos, mal ventilés. Des mesures ont été proposées en 2021 pour éviter cela : "lorsque l'étalement des plages horaires ou l'organisation de plusieurs services ne permettent pas de respecter les règles de distanciation et la limitation du brassage entre groupes d'élèves, d'autres espaces que les locaux habituellement dédiés à la restauration (salles des fêtes, gymnases, etc.) peuvent être exploités. En dernier recours, des repas à emporter pourront être proposés (si possible en alternant pour les élèves les repas froids, à emporter, et les repas chauds à la cantine en établissant un roulement un jour sur deux)".

Le dépistage réactif, moins efficace que le dépistage itératif

La quatrième erreur serait de proposer un plan pour ne jamais l'appliquer. Le protocole doit intégrer plusieurs niveaux correspondants à différentes situations épidémiques, déterminées par des indicateurs de circulation virale chez la population concernée (enfants, adolescents et adultes) et des seuils connus et anticipés de ces indicateurs, qui déclenchent le passage d'un niveau à l'autre. Sans seuil connu, nous sommes condamnés à revivre l'inertie du niveau 2 malgré un taux d'incidence à 7000 en collège et lycée.

La cinquième erreur serait d'adopter un dépistage réactif moins efficace qu'un dépistage itératif, qui s'avère être la meilleure solution, la moins impactante du point de vue économique et logistique, comme démontré par les études de l'Inserm.

La sixième erreur serait de ne pas investir enfin dans l'amélioration de la qualité de l'air. Deux ans après les publications montrant que la Covid-19 se propage par aérosol, il est absurde que la France ne se soit pas encore donné les moyens d'améliorer la qualité de l'air dans les écoles. Améliorer la qualité de l'air permet de réduire les risques infectieux et l'absentéisme induit, mais également de réduire les allergènes, d'améliorer la concentration et la capacité de mémorisation. Il faut donc investir dans des moyens de contrôle de la qualité de l'air, de ventilation et de purification de l'air, notamment des détecteurs de CO2 dans toutes les classes et des purificateurs d'air dans tous les lieux où un seuil de 800 ppm ne peut pas être atteint dans des conditions de confort thermique acceptables, ainsi que dans les réfectoires et les gymnases.

La septième erreur serait de ne pas investir dans la vaccination des enfants, par des campagnes d'information et des campagnes de vaccination, y compris en milieu scolaire.

Possibles séquelles neurologiques et immunitaires

Répéter ces erreurs serait impardonnable, pour nos enfants et nos familles. Chacun souhaiterait mettre l'épidémie derrière soi une fois pour toutes, mais la réalité ne se plie pas à nos souhaits. Des erreurs de communication passées ont pu laisser croire à tort que l'épidémie était terminée, faisant fi des 40 000 décès des 12 derniers mois (sur 150 000 depuis mars 2020), dont 78 pédiatriques (60 % au cours des six premiers mois de 2022) ou du fait qu'un enfant du primaire sur 50 et 1 enfant du secondaire sur 20 ont déclaré un Covid long depuis leur infection la plus récente (perte de l'odorat ou du goût, symptômes cardiovasculaires et systémiques notamment) d'après les données du bureau national des statistiques anglais (ONS).

La progression des connaissances sur le virus SARS-CoV-2, apparu il y a moins de 3 ans, révèle sa possible implication dans des séquelles neurologiques et immunitaires. Les hépatites pédiatriques sévères à étiologie inconnue, objet d'une alerte par l'Organisation Mondiale de la Santé, pourraient également être liées à une infection par le virus de la Covid-19. En outre, la circulation virale très soutenue en milieu scolaire impacte fortement l'assiduité et les apprentissages, et participe à la dynamique de l'épidémie dans la société, comme largement démontré (ici, ici, ici ou là) et souligné par



le Conseil Scientifique.

Évidemment, maîtriser l'épidémie à l'Ecole impose de limiter la circulation virale aussi dans la communauté, en appliquant les mêmes mesures (port du masque obligatoire dans les lieux clos, incitation au télétravail selon des seuils connus de tous, amélioration de la qualité de l'air...).

Le gouvernement dit vouloir activer le levier de la prévention : c'est le moment de le faire pour protéger la santé et l'avenir de nos enfants et de notre pays.

Signataires : Michaël ROCHOY (médecin généraliste), Elisa ZENO (ingénieur de recherche, collectif Ecole et Familles Oubliées), Corinne DEPAGNE (pneumologue), Matthieu CALAFIORE (médecin généraliste, directeur du département de médecine générale de la faculté de médecine de Lille), Eric BILLY (chercheur en immuno-oncologie), Claude-Alexandre GUSTAVE (biologiste médical), Stéphane DEDIEU (professeur des universités), Sophie PERRIN (statisticienne), Renaud GUERIN (ingénieur), Armelle VAUTROT (universitaire, thérapeute, parent d'élève), Agnès LIMBERT (salariée), Dominique LANG (cadre infirmier en prévention et contrôle de l'infection), Céline CASTERA (infirmière), Matthieu CHAUVEAU (professeur certifié), Myriam OUDGHIRI (médecin biologiste), Priscillia FAUTRAT (vidéaste), Solenn TANGUY (parent), Corinne PLANTE (commerçante et parent), Aude ROSSIGNEUX (journaliste), Franck CLAROT (médecin, cofondateur du collectif du Coté de la Science), Alain HOMSI (réalisateur), Raphaëlle LAPOTRE (conservatrice des bibliothèques, chargée de soutien à la science ouverte), Isabelle BAUTHIAN (écrivaine, vulgarisatrice scientifique), Nathalie MESNY (présidente de Renaloo), Julie GRASSET (présidente de CoeurVide19), Julien CAZENAVE (parent), Céline BON (parent), Dr Christophe LEFEVRE (médecin), Arnaud MERCIER (professeur université Panthéon-Assas), Christophe LAMARRE (médecin à Roubaix), Florent TETARD (maître de Conférences LSPM CNRS, Université Sorbonne Paris Nord), Sandrine GLAIZAL (fonctionnaire de l'éducation nationale), Cristina MAS (collectif Covid Long Pédiatrique), Laure SOULÉ (parent), David SIMARD (docteur en philosophie), Nathalie PIAT (développeuse web), Emilie TRAN (parent, cadre en informatique), Solenn LESVEN (parent), Gisèle DASTE (parent d'élève).

